

Mélenchon et la dette

Soumis par Marwina
19-08-2011

Aujourd'hui, pour son anniversaire, Jean Luc Mélenchon nous gratifie d'un billet fort sympathique sur son blog. « La dette est un prétexte » En vérité, elle est tellement un prétexte calculé que tout a été fait, depuis plus de trois décennies à présent, pour la faire augmenter dans des proportions absurdes - surtout, comme nous le savons, sous l'égide de la peu pensance des gouvernements de droite. Mélenchon est l'une des rares personnalités politiques à relever ce fait, par ailleurs: que la gestion de la droite est bien plus déficitaire que celle de la gauche au niveau des finances de l'état. Ce qui est logique, par ailleurs: il n'est pas possible à la fois d'avoir une politique un minimum social, avec une assurance maladie qui tourne à peu près, et de sabrer unilatéralement dans les recettes de l'état en lançant des plans de baisses d'impôts et de charges à tous va au profit des plus grosses entreprises, patrimoines, salaires, fortunes, etc... « Je suis affligé par le consensus qui s'installe entre le PS et l'UMP sur les mauvaises solutions d'austérité. Les deux sont désormais d'accord sur l'objectif fixé par Nicolas Sarkozy de revenir à 3 % de déficit dès 2013. [...] Les socialistes ont-ils au moins mesuré l'ampleur des coupes que représente, en à peine deux ans, leur nouvelle doctrine budgétaire ? Passer des 5,7 % de déficit prévus en 2011 à 3 % en 2013 supposerait d'amputer le budget de plus de 50 milliards d'euros en deux ans. C'est quasiment l'équivalent du budget annuel de l'enseignement scolaire qu'il faudrait couper. Et encore, je pars ici de l'hypothèse qu'en 2011 le déficit ne sera pas plus élevé que prévu par l'équipe Sarkozy » Il y a de quoi. Comme souvent, pas une voix au PS - à part Arnaud Montebourg, évidemment - pour s'écarter du carcan dogmatique selon lequel un état se gère comme un ménage. Sauf que la France n'a jamais été aussi riche, et que la dette n'est rien de plus que le reflet de règles comptables absurdes que nous ferions bien d'accrocher à un clou pour servir de papier toilette. Réduire comme peau de chagrin les maigres mesures qui permettent encore de vaguement retenir la consommation est bien évidemment la connerie du siècle, enfin, si l'on se base sur une optique de sortie de crise. Si le concept est d'aggraver les choses, c'est différent. « C'est le paradoxe du moment : l'austérité réclamée à tort et à cris par les marchés est la plus mauvaise solution contre la dette. Et d'ailleurs les « marchés » sanctionnent les pays qui appliquent les mesures d'austérité pourtant prévues pour les rassurer. » Nous avons fort à parier, bien sur, que cette analyse ne sera pas entendue. Pourtant, J-L Mélenchon est de moins en moins seul à avancer ce genre d'argument dans le paysage politique. Et je ne parle pas là d'Arnaud Montebourg, mais de Nicolas Dupont-Aignan, et, dans une moindre mesure, de Dominique de Villepin. Bien sur, les conclusions sur les remèdes à adopter divergent: un raisonnement de droite n'étant par nature pas armé pour sortir suffisamment le nez hors du crédo normalisé de la peu pensance libérale. (Enfin, dans le cas de Villepin il ne propose rien de concret, il fait juste du bla bla sur le thème « Une politique d'austérité sans justice sociale ne sert à rien », mais l'idée est presque là...) Au final, les économies enfin définitivement au pied du mur finiront par, dans un premier temps verser dans la guerre civile, et dans un second seulement adopter les propositions développées par cette réflexion dont le héraut est aujourd'hui partagé entre le frond de gauche et consorts, et certains économistes parmi ceux qui ont depuis longtemps su voir venir la crise. Comme le disait si bien Raymon Devos: « Est-ce en remettant toujours au lendemain la catastrophe que nous pourrions faire le jour même que nous l'éviterons ? » Et pourtant, ce ne sont pas les pistes qui manquent. C'est ce qui est le plus terrible, en un sens. « Pour s'affranchir de cette dette, il existe des solutions simples et efficaces. Je les ai déjà exposées sur ce blog. Je veux les récapituler. On doit revenir sur l'appauvrissement de l'Etat. Remplir les caisses à proportion des dépenses. Notamment en taxant les banques et les riches à qui on rembourse la dette. Les baisses d'impôts cumulées depuis 2002 représentent aujourd'hui un manque à gagner annuel de 60 milliards ! Rien qu'avec cette somme le service de la dette n'est plus un problème. Je ne dis rien là de la fraude fiscale qui s'élève tout de même à 40 milliards. Evidemment il y a aussi cette taxation des revenus du capital à égalité avec ceux du travail que je viens d'évoquer ! Tenez compte que le travail est taxé, en moyenne à 40%. Les revenus du capital le sont à seulement 18%. On peut aussi faire un emprunt forcé sur les banques à un taux raisonnable en les contraignant à souscrire de la dette publique à un taux fixé par le parlement. On peut enfin remettre en cause une partie de la dette comme l'ont fait l'Argentine et la Russie par le passé, pour leur plus grand bien. Enfin, je répète que pour faire cesser immédiatement la dépendance des Etats vis-à-vis des marchés financiers, il suffirait que la Banque Centrale Européenne achète directement des titres de dette publique aux Etats au taux auquel elle prête aux banques, c'est-à-dire à 1%. Certes, cette proposition est contraire au Traité de Lisbonne qui interdit à la BCE de prêter aux Etats (article 123 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne). Mais quelle importance ? Le Traité a été violé mille fois déjà pour faire face à la crise bancaire ! Et d'ailleurs la BCE elle-même viole le traité de la pire manière car elle rachète les titres de la dette aux banques trop contentes de s'en défaire et de réaliser ainsi leurs avoirs, pillage compris. »